

Une démocratie multipartisane. Flandre – Wallonie : 20 ans d'analyse des comportements électoraux

Le comportement électoral en Belgique est aussi complexe que la société belge, et il est, comme elle, dans une phase de transition depuis la fédéralisation du pays. Le caractère fédéral des élections relève, pour une bonne partie, du mythe : depuis les années 1970, il n'y a plus de parti national, le système de partis s'étant divisé en deux (flamand et francophone) par une sorte de « parthénogenèse » politique qui a vu les partis dits traditionnels jusqu'alors nationaux se fracturer et, dans un même élan, se reproduire dans les deux Communautés. Les résultats des élections fédérales sont annoncés souvent par région et non sur le total de l'électorat belge. Cela ne signifie pas que le rapport de force fédéral soit sans importance : il joue notamment un rôle dans la détermination des coalitions gouvernementales, mais il n'est plus le centre de gravité de la vie politique. Parallèlement, les élections régionales ont pris de plus en plus d'importance, accompagnant le mouvement vers la fédéralisation toujours plus poussée du pays, leurs résultats déterminant les coalitions régionales selon des logiques parfois différentes de celles qui ordonnent les coalitions fédérales¹.

Le système des partis belges, que ce soit sur le plan national ou régional, comprend des partis « traditionnels » fondés sur des enjeux séculaires de types socioéconomique et religieux, et des partis de formation plus récente, aux enjeux multiples, au poids électoral plus variable, et qui, ensemble, ont toujours pesé nettement moins que les partis traditionnels. Les premiers, les partis chrétiens, libéraux et socialistes, ont une longue histoire

1. Elles ne se déroulent d'ailleurs plus en même temps depuis 1999.

SINGULIÈRE BELGIQUE

qui remonte au XIX^e siècle. Leur longévité repose sur la stabilité du système de clivages originels de la Belgique : les clivages Église-État et Possédants-Travailleurs¹. Elle s'explique aussi par le phénomène de « pilarisation² » qui caractérise ces clivages, par la manière dont se constituent des ensembles intégrés de partis et de groupes de pression (syndicats, presse, organisations diverses, etc.) appartenant à la même famille idéologique. Cette pilarisation a marqué les trois partis traditionnels – plus particulièrement les partis chrétien et socialiste – et les a profondément ancrés dans la réalité sociale³. La réussite du « consociationalisme » belge, un mode de gestion des crises par compromis dont les partis traditionnels sont les principaux protagonistes⁴, est une autre source de la persistance des clivages, du moins dans les domaines qui ne relèvent pas des relations Flamands-Francophones.

Depuis 1945 toutefois, les partis non traditionnels ont pris de plus en plus de consistance. Trois types d'enjeux mobilisent ces partis : l'avenir du fédéralisme belge; les effets de la globalisation (particulièrement le sort des immigrés); l'écologie politique. Des partis appelés « communautaires » ont d'abord revendiqué, tant en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles, la transformation du régime unitaire en un régime fédéral. Celui-ci obtenu, c'est en Flandre que la contestation a perduré, réclamant encore plus d'autonomie, quelques fois même, l'indépendance de la Flandre (et l'instauration d'une république). Cette position caractérise le VB (Vlaams Belang) depuis la fin des années 1970 (alors Vlaams Blok) et plus récemment, depuis 2003, un nouveau parti qui s'est construit sur les restes du principal parti communautaire flamand, la VU (Volksunie) : la N-VA (Nieuw-Vlaamse Alliantie). Le VB offre un double visage : indépendantiste flamand; d'extrême droite contre l'immigration. On ajoutera, toujours en Flandre, l'essor momentané, en 2007, d'un parti populiste autonomiste, la LDD (Lijst Dedecker). Du côté francophone, le seul parti communautaire qui subsiste est le FDF (Fédéralistes Démocrates Francophones) : inséré avec un statut d'autonomie dans le parti libéral, il ne présentait des candidats qu'à Bruxelles⁵. Ce parti défend

1. Pour utiliser le langage de Lipset et Rokkan : S. Lipset et S. Rokkan, *Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments*, New York, The Free Press, 1967. La notion de « gel des clivages » de ces auteurs s'applique ici remarquablement bien. Sur l'application des concepts rokkaniens à la Belgique, voir A.-P. Frogner, « Application du modèle de Lipset et Rokkan à la Belgique », *Revue internationale de politique comparée*, 2007, 2, 14.

2. Sur les clivages et la pilarisation, voir les chapitres 5 et 9.

3. Avec, notamment, une forte coloration clientéliste.

4. Voir notamment, sur le consociationalisme, A. Lijphart, *Patterns of Democracy : Government Forms & Performance in Thirty-six Countries*, New Haven, Yale University Press, 1999.

5. Il n'apparaît donc pas dans les résultats électoraux comme un parti spécifique. Le dimanche 25 septembre 2011, les Fédéralistes démocrates francophones ont adopté à l'unanimité moins trois abstentions leur départ du parti libéral (Mouvement Réformateur).

UNE DÉMOCRATIE MULTIPARTISANE. FLANDRE – WALLONIE...

essentiellement les Francophones de Bruxelles et de sa périphérie contre ce qui constitue, selon lui, une menace de mainmise de la Flandre. Le parti francophone rattachiste à la France, le RWF (Rassemblement Wallonie-France) qui existe depuis 2003 n'a jamais pu obtenir de représentation parlementaire. En revanche, il n'y a pas de parti prônant le rattachement de la Flandre aux Pays-Bas, même si cette option est évoquée de manière sporadique dans les milieux de la N-VA et du VB. L'extrême droite francophone est représentée par le FN (Front national) avec une forte coloration anti-immigrés mais n'a plus en 2010 de représentation au Parlement. Parmi les partis non traditionnels, l'écologie politique joue un rôle important, surtout depuis le début des années 1990, avec Ecolo en Wallonie et Groen! en Flandre : ces partis affichent une attitude ouverte vis-à-vis de l'immigration.

Le tableau 1 éclaire les rapports de force récents entre les trois partis politiques traditionnels. Se limitant à la Flandre et à la Wallonie, il précise les résultats obtenus sur le plan fédéral (pour les élections législatives de 2007 et 2010) et sur le plan régional.

Tableau 1 : Scores des familles traditionnelles et des partis qui les composent sur le total fédéral et sur le total régional aux élections législatives de 2007 et 2010 et aux élections régionales de 2009.

Les sigles des partis pris individuellement sont les derniers en date¹.

	Législatives 2007	Régionales 2009	Législatives 2010
Famille chrétienne (/total fédéral)	24,57		16,38
CD&V(-N-VA* en 2007)/total Flandre	29,6	22,9	17,6
CDH/total Wallonie	15,8	16,1	14,6
Famille socialiste (/total fédéral)	21,12		22,95
SPA (-Spirit* en 2007)/total Flandre	16,3	15,3	15,3
PS (/total Wallonie)	29,5	32,8	37,6
Famille libérale (/total fédéral)	24,35		17,92

1. CD&V= Christen-Democratisch en Vlaams; CDH= Centre Démocrate Humaniste; SPA= Socialisten en Progressieven Anders; Open VLD=Open Vlaamse Liberalen en Democraten; PS=Parti socialiste; MR=Mouvement Réformateur.

SINGULIÈRE BELGIQUE

Open VLD (/total Flandre)	18,8	15,3	13,7
MR (/total Wallonie)	31,2	23,4	22,2
Total des familles traditionnelles (/total fédéral)	70,04		57,25

* Il s'agit d'un cartel entre les deux partis.

Notable entre les deux dernières élections législatives, le recul des partis traditionnels remonte à 1946 avec deux moments de crise particulièrement sensibles : en 1999 (64,13 %) et 2010 (57,25 %) où le minimum historique a été atteint. Entre les deux élections fédérales, le rapport de force entre familles politiques a également changé : les chrétiens et les libéraux étaient dominants en 2007 ; les socialistes le sont en 2010. La même évolution s'observe sur le plan régional : en 2007, le parti traditionnel le plus important en Wallonie était le MR, en 2010 c'est le PS ; en Flandre, le cartel entre chrétiens et N-VA arrivait en tête avec 29,6 % des suffrages ; en 2010, les chrétiens dominent, mais avec un score nettement moins élevé (17,6 %). En 2010, l'écart entre les partis traditionnels flamands devient très faible, entraînant une concurrence accrue au sein des partis.

Le tableau 2 illustre les scores des principaux partis non traditionnels aux élections législatives, calculés par région, et aux élections régionales pour les élections de 2007, 2009 et 2010 (Flandre et Wallonie).

Tableau 2 : Scores des principaux partis non traditionnels actuels aux élections législatives de 2007 et de 2010 et aux élections régionales de 2009.

Calculés sur la base des totaux régionaux (Flandre et Wallonie)¹

	Législatives 2007		Régionales 2009		Législatives 2010	
	Flandre	Wallonie	Flandre	Wallonie	Flandre	Wallonie
N-VA	*		13,1		28	
VB	19		15		12,6	
LDD	6,5		7,6		3,8	
FN		5,6		2,9		1,4

1. Nous avons déjà présenté le cas complexe du FDF à Bruxelles, partie intégrante du MR avec un statut d'autonomie et dont on ne peut individualiser les voix. Il s'agit du seul parti communautaire existant encore du côté francophone. Sans vouloir traiter ici des élections à Bruxelles, il est néanmoins intéressant d'estimer son poids électoral. Parmi les 5 mandats de députés du MR à Bruxelles, il en possède trois. Sachant que le total des voix MR dans cette région est de 24,5 % et qu'il s'agit du premier parti bruxellois, le poids du FDF est loin d'être négligeable.

UNE DÉMOCRATIE MULTIPARTISANE. FLANDRE – WALLONIE...

Groen!	6,3		6,8		7,1	
Ecolo		12,8		18,5		12,3
Total de ces partis / total fédéral	27,21			36,65		

*En cartel avec le CD&V.

En 2007, le poids de ces partis était de 27,21 %. En 2010, il monte à 36,65 %, mais cette croissance est due essentiellement à la N-VA. Avec ce succès, un parti non traditionnel devient pour la première fois le plus grand parti du pays (28 % en Flandre). L'électorat flamand a déserté en masse les partis existants jugés incapables de résoudre les problèmes sociaux de la Belgique et de former un gouvernement stable avec les partis francophones du pays. Le VB a perdu pour la première fois depuis longtemps une partie significative de ses voix (de 19 % à 12,6 %). Malgré tout, la N-VA et le VB dépassent ensemble les 40 % du vote flamand. Il faut aussi noter les scores significatifs des partis verts, Ecolo et Groen!, qui recueillent plus de voix en Wallonie (près de 13 %) qu'en Flandre (entre 6 et 7 %).

On le voit, les mouvements de protestation extra-traditionnels qui s'expriment dans les deux parties du pays ne sont pas symétriques. Plus nombreux en Flandre, ils militent aussi pour un dépassement du fédéralisme et se rattachent à l'extrême-droite anti-immigration ; chez les Francophones, c'est la progression de l'écologie politique qui est la plus notable, avec des scores tout de même variables.

Modèles et variables du vote

Dans l'étude des modèles de vote, l'on distingue classiquement le « vote structurel », qui renvoie aux conditionnements sociodémographiques de base et le « vote sur enjeux » qui donne plus d'importance au choix individuel des électeurs. Parmi ces enjeux, on distinguera ceux qui renvoient à des enjeux « classiques », liés aux conflits traditionnels qui divisent la société (par exemple l'enjeu de la hausse des salaires ou celui de l'emploi), et les enjeux « nouveaux », qui découlent des changements sociaux qui viennent d'être décrits (par exemple, les enjeux liés à l'environnement ou à l'immigration massive). À cela, de manière plus spécifique, on ajoutera une distinction propre à la Belgique entre des enjeux classiques pilarisés et non pilarisés.

Les Flamands et les Wallons votent-ils davantage en fonction de leur position structurelle ou en considération d'enjeux? Quelles sont les

SINGULIÈRE BELGIQUE

variables les plus significatives? Les électeurs des partis traditionnels flamands ressemblent-ils à leurs homologues francophones? Quelle est l'évolution des électorats dans le temps? Pour le comprendre, nous procéderons à une analyse longitudinale, à partir de questions identiques sur le comportement électoral en Wallonie et en Flandre¹. Les variables utilisées sont présentées dans le Tableau 3. Nous utiliserons des variables structurelles essentiellement sociodémographiques dont deux sont liées aux clivages socioéconomiques et religieux, et des variables associées à des enjeux, soit classiques et pilarisés (comme l'attitude vis-à-vis des luttes sociales) ou non pilarisés (comme les attitudes par rapport à la réforme de l'État), soit nouveaux, largement liés au « postmatérialisme » et à ses manifestations². Nous avons eu recours à des analyses sophistiquées apparentées à la régression logistique. Nous ne rentrons pas ici dans les détails de ces analyses³.

Tableau 3 : Variables retenues dans les analyses

Vote structurel	Vote sur enjeux		
Âge	Classiques		Nouveaux
	Pilarisés	Non pilarisés	Attitude matérialiste/postmatérialiste
	Attitude concernant les luttes sociales	Attitude concernant l'autonomie/la centralisation	
Genre			Attitude en faveur de l'emploi/l'environnement
Classe sociale subjective			Attitude en faveur/contre l'octroi de droits identiques aux immigrés

1. Nous utiliserons des données récoltées après chaque élection législative, depuis 1991, soit les élections de 1991, 1995, 1999, 2003 et 2007, par les deux centres de recherche chargés par les pouvoirs publics belges de réaliser des enquêtes postélectorales. Il s'agit du PIOP pour la partie francophone du pays et de l'ISPO pour la partie néerlandophone. Ces deux centres universitaires ont en effet étroitement coopéré pour la réalisation de ces enquêtes, réalisées en face à face et obéissant aux critères de représentativité statistique.

2. Un concept général recouvrant les nouveaux enjeux des sociétés postindustrielles et de la globalisation. Sur ce sujet, voir notamment, en français, R. Inglehart, *La Transition culturelle dans les sociétés avancées*, Paris, Economica, 1993.

3. La méthodologie, la formulation des variables utilisées et les tableaux de résultats peuvent être consultés sur le site www.piop.be. Seuls les effets nets des modèles sont pris en considération.

UNE DÉMOCRATIE MULTIPARTISANE. FLANDRE – WALLONIE...

Affiliation à un syndicat		Conservatisme/progressisme culturel ¹
Croyance religieuse		

¹ Les questions concernant cet *item* n'ont pas été posées en 1991.

Modèles de vote

On observe, sans surprise, que les deux régions se comportent différemment. En Wallonie, on constate une priorité des enjeux classiques sur les variables du vote structurel, les enjeux nouveaux venant en troisième lieu. En Flandre, il y a une prédominance des enjeux nouveaux en 1995, 1999 et 2007 et des enjeux classiques en 1991 et 2003, les variables structurelles venant toujours en dernière position (avec une forte baisse depuis 1999). On relèvera aussi, pour la Flandre, la croissance de l'enjeu autonomiste en 2003 et 2007, une évolution tout à fait absente en Wallonie. Ce résultat traduit bien la sensibilisation beaucoup plus forte à cette question au Nord du pays. Les enjeux autres que ceux des luttes sociales jouent donc un rôle plus important en Flandre qu'en Wallonie. Les analyses montrent aussi le caractère de moins en moins explicatif des variables du vote, surtout en 2003 et 2007, quelque soit le modèle, y compris au regard des nouveaux enjeux. Depuis 2003, les repères du vote se sont progressivement érodés, la volatilité électorale est devenue plus grande.

Variables explicatives principales du vote

WALLONIE

Sur l'ensemble de la période deux variables principales expliquent le vote pour le parti libéral : l'appartenance à la classe moyenne ou supérieure et une attitude négative vis-à-vis des luttes sociales. Mais la composition de classe évolue vers une plus grande diversité, tandis que l'item progressisme culturel progresse.

À l'inverse, le vote socialiste est encore largement marqué par l'appartenance des électeurs à la classe ouvrière et par une attitude positive vis-à-vis des luttes sociales (sauf en 1999). Cette stabilité du vote de classe tranche avec le recul de la variable religieuse appliquée aux non-croyants

SINGULIÈRE BELGIQUE

qui n'est plus significative depuis le début du siècle. Dans le même temps, on observe un déclin des attitudes autonomistes qui perdent leur impact électoral en 2003 et 2007 et une progression de l'enjeu de défense des droits des immigrés.

Conformément aux attentes, le vote chrétien reste stable puisque la variable essentielle demeure la croyance (catholique) de 1991 à 2007, avec des coefficients relativement stables (en légère régression entre 2003 et 2007). Le milieu social non ouvrier vote également catholique (en 1991, 1995, et 1999). Le progressisme culturel est enfin rejeté (mais seulement en 1995 et 1999). L'évolution de l'électorat chrétien vers une plus grande ouverture au libéralisme culturel explique sans aucun doute le changement de nom du parti : le « Parti Social Chrétien » devient en 2003 le « Centre Démocrate Humaniste » (CDH).

Le corps électoral d'Ecolo est typiquement influencé par les nouveaux enjeux mais selon des modalités particulières aux élections. De 1991 à 1999, il est mû par le choix de l'environnement plutôt que par celui de l'emploi. Il est guidé en 2003 par des considérations postmatérialistes et marqué, en 2007, par la prédominance des femmes (le sexe est la seule variable de type « position sociale » dans le vote vert). Le postmatérialisme est très présent également les autres années : second en 1991, et troisième en 1995 et 2007. L'électeur vert est enfin sensible à la défense des immigrés, mais en second lieu, en 1995 et en 2007.

L'hypothèse de l'hétérogénéité des électorats se vérifie : les électeurs marqués par leur position sociale et mobilisés par les enjeux traditionnels (l'attitude vis-à-vis des luttes sociales en premier lieu) votent pour les partis traditionnels. À la différence des électeurs d'Ecolo, ils sont peu sensibles aux enjeux nouveaux, même s'ils le sont, de manière secondaire, par rapport aux enjeux liés au progressisme culturel et à la question de l'immigration.

FLANDRE

Dans la famille libérale, se retrouvent, de 1991 à 2003, les deux mêmes variables principales : l'attitude négative vis-à-vis des luttes pour plus d'égalité sociale; l'appartenance à la classe moyenne ou supérieure. Ces variables sont concurrencées, en 1991 et en 2003, par l'attitude favorable à la centralisation, qui devient même la première variable du vote en 2007. L'âge joue également un rôle. En 1995 et 1999, l'électorat du parti libéral s'est rajeuni. On note par ailleurs un rajeunissement de cet

UNE DÉMOCRATIE MULTIPARTISANE. FLANDRE – WALLONIE...

électorat en 1995 et 1999 et, en 2007, une attitude plus progressiste sur le plan culturel.

Côté socialiste, les évolutions sont contrastées. Première variable négative en 1991, 1995 et 2007, la croyance n'arrive qu'en second lieu en 1999 et, curieusement, n'intervient pas en 2003. L'attitude en faveur des luttes sociales est le deuxième facteur en 1991, 1995 et 2003. La variable âge vient en tête en 1999 (un électorat plus âgé) alors que domine la défense des droits des immigrés en 2003. La classe sociale n'intervient qu'une fois en 1999 (sureprésentation des ouvriers mais aussi, plus faiblement, des classes supérieures). L'attitude favorable à la centralisation de l'État est présente à plusieurs reprises : deuxième en 1995, quatrième en 1999, troisième en 2003, à nouveau deuxième en 2007. On note aussi l'influence de nouveaux enjeux comme le progressisme culturel, la défense des immigrés et de l'environnement. Ces résultats comprennent des éléments très divers, relevant de tous les modèles électoraux. Au total, il faut néanmoins noter la résistance des variables classiques, fondées sur la croyance et les luttes sociales, mais de manière plus sensible au début de la période que par la suite.

Le principal déterminant du vote chrétien est le même que pour son équivalent francophone : la croyance. Le conservatisme culturel est en revanche plus prononcé de 1995 à 2007. L'attitude favorable aux droits des immigrés s'exprime en 1995, 1999 et en 2003 ; et l'âge doit être pris en compte : les électeurs sont plus âgés en 1991, 1995, et en 2003.

Le vote VB est clairement marqué par l'opposition aux droits des immigrés : cette variable arrive en tête à toutes les élections sauf en 2003 où dominant les attitudes autonomistes (séparatistes). La revendication autonomiste vient généralement, sur la période, en second lieu, sauf pour les incroyants en 1991. Le fait d'être un homme (1995), et les attitudes matérialistes (1999 et 2003) donnent deux éléments supplémentaires d'intelligibilité. La classe intervient également, en troisième position en 2007 (vote ouvrier). La classe (qui arrive en troisième position en 2007), l'âge (en 1991, 1995 et 2007) et la non-croyance (en 1995 et 1999) doivent aussi être considérés.

Le corps électoral écologiste ressemble fortement à celui d'Ecolo. On trouve en tête des déterminants la primauté de l'environnement et l'attitude postmatérialiste suivies pas la défense des droits des immigrés. Présent dès les élections de 1991 et de 1995, le vote féminin caractérise en 2007 le parti écologiste flamand. Il faut aussi considérer le fait d'être jeune (de 1995 à 1999), les motivations sociales (en 1991), l'attitude favorable au droit des immigrés (en 1999).

SINGULIÈRE BELGIQUE

L'analyse a concerné également la VU, le parti qui a donné naissance à la N-VA. Pour cet électorat, la revendication de l'autonomie est présente à toutes les élections jusqu'en 2003. À cela s'ajoute la croyance en 1991 et le fait d'être jeune en 1999. Quant au vote en faveur la N-VA, il est trop tôt pour rendre compte de ses variables. De fait, après une phase de cartel avec le CD&V, il ne s'est présenté qu'une seule fois de manière autonome aux élections (juin 2010).

La différenciation des comportements électoraux entre les partis traditionnels et les autres formations existe en Flandre comme en Wallonie, mais le contraste est moins évident en Flandre. L'électorat des partis traditionnels se réfère, comme en Wallonie, aux positions sociales liées à la classe et à la croyance, et à l'enjeu traditionnel pilier de l'attitude vis-à-vis des luttes pour plus d'égalité sociale. L'électorat des autres partis renvoie aux nouveaux enjeux liés à l'environnement, au postmatérialisme et aux droits des immigrés pour le parti vert, à la lutte contre l'immigration pour le VB dans sa dimension de parti d'extrême droite, et à l'autonomie institutionnelle pour le VB, considéré cette fois comme parti nationaliste flamand. On relèvera cependant le cas du parti socialiste flamand qui, depuis 2003 surtout, possède un électorat où les nouveaux enjeux sont plus présents. Cette évolution illustre le changement du parti socialiste flamand : jusqu'en 1999, il restait très marqué par les déterminants traditionnels d'un parti de gauche, il est, depuis lors, plus proche de celui d'un parti vert ou de la nouvelle gauche.

L'analyse des modèles de vote montre tout d'abord que l'on ne vote pas selon les mêmes critères en Wallonie et en Flandre. En Flandre, les enjeux nouveaux sont plus présents et le vote structurel moins prégnant. Cette différence va de pair avec le nombre plus élevé de nouvelles formations politiques au Nord du pays. Mais l'examen des déterminants du vote montre aussi que la division du système de partis n'affecte que peu la nature des déterminants du vote pour les partis traditionnels. Les deux partis chrétiens reposent toujours sur des déterminants du vote liés à la croyance, quoique l'imprégnation chrétienne culturellement conservatrice soit plus marquée du côté flamand. Les partis libéraux et socialistes renvoient aussi, des deux côtés de la frontière linguistique, à des comportements électoraux fondés, pour les socialistes, sur la croyance (la primauté de la laïcité, mais son rôle va en diminuant au PS) et, tant pour les socialistes que les libéraux, sur des déterminants opposés liés à la classe et aux luttes sociales. Ici cependant, des différences apparaissent entre socialistes francophones et

UNE DÉMOCRATIE MULTIPARTISANE. FLANDRE – WALLONIE...

flamands : les déterminants du vote pour ces derniers font une place plus grande à de nouveaux enjeux. On retiendra aussi, pour l'électorat des partis traditionnels, la faible influence de l'enjeu non pilarisé de la réforme de l'État (autonomie/centralisation), ce qui est en contradiction avec la position prépondérante de cet enjeu dans l'agenda de presque toute la classe politique.

Quant aux nouveaux partis, le comportement électoral est fortement influencé par le vote sur enjeux, que ce soit pour la VU, le VB ou les écologistes des deux bords. À la distinction entre partis traditionnels et partis non traditionnels correspond donc une différence de modèles de vote. Les cas du cdH et, plus encore, du sp.a pourraient toutefois laisser penser que le vote sur enjeux nouveaux réalise une percée dans les partis traditionnels. On rappellera aussi, par ailleurs, que l'analyse longitudinale des modèles de vote laisse de plus en plus de place à l'indétermination, ce qui ne peut qu'accroître l'entropie électoral et, de ce fait, la concurrence entre les partis, tant au niveau fédéral qu'intracommunautaire. Il n'est pas exclu de penser que cette situation, en mettant les acteurs politiques dans une posture d'imprévisibilité électoral, puisse avoir – entre autres – des effets sur le blocage de la constitution d'un gouvernement, où la peur de s'engager dans de véritables négociations, sans être sûr des effets électoraux qui en découlent, paralyse l'action politique. La volatilité électoral étant croissante dans les démocraties, la crise belge pourrait avoir, ici, un caractère prémonitoire.

